



L'INFO

Semaine 39

Du 25 sept au 2 octobre 2022

Édito :

Mon Dieu quel bonheur d'avoir un ministre bricoleur !

Une nouvelle fois les personnels des établissements du secteur sanitaire et social se sont mobilisés avec les usager.e.s et quelques élu.e.s le 22 septembre dernier. Certes les rassemblements et manifestations ne furent pas massifs mais comment pourraient ils l'être quand le personnel gréviste est massivement assigné à son poste ? Les revendications sont claires et connues – augmentation significative des salaires, les indemnités de nuit, de dimanche et jours fériés, plan national de formation et de recrutement de soignant.e;s et de médecins, titularisation des contractuel.le.s, arrêt des fermetures de lits et d'hôpitaux, répartition équitable des personnels sur tout le territoire. Elles ne peuvent être décidées et financées que par une autorité politique au plus haut niveau.

Le 29 plusieurs centaines de milliers de personnes ont réclamé puissamment une hausse des salaires et contre une réforme des retraites ;

Que propose le ministre de la santé : 9 mois de débats dont on ne connaît pas les thématiques mais le but est affirmé : « faire du sur-mesure pas de prêt à porter descendant du ministère, de constituer une boîte à outils. Ce qui signifie clairement pas de changement de la politique de santé définie par « Ma santé 2022 » , mais du bricolage local pour gérer la pénurie orchestrée qui aggrave d'année en année les inégalités sociales .

Ceci me rappelle une chanson de mon enfance que je me permets de vous rappeler et vous invite à en transformer les paroles pour animer nos prochaines manifestations et rassemblements !

[le bricoleur](#)

jean-luc landas

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2 à 6**
- **Dossiers : pages 7 à 9**
 - Financement de la Sécurité Sociale
 - La crise à l' hôpital public
 - la psychiatrie
 - La Convergence des services publics
 - International
- **Culture et santé : p 9**

L'écho des comités

les comités en action le 22 septembre

CREIL

Jeudi 22 septembre nous étions mobilisés avec le comité de défense du groupe hospitalier et de nombreux collectifs pour défendre notre maternité fermée sans fondement et illégalement par l'ARS sans tenir compte du schéma régional de santé qui stipule que nous devons avoir 2 maternités, 1 à Creil et 1 à Senlis. Nous voulons la réouverture de notre maternité de Creil pour bénéficier à nouveau d'une maternité de niveau 3 dans notre bassin de vie. Depuis notre action et notre participation au Carnaval Possibles de dimanche dernier à St-Leu d'Esserent, la ville de Creil, l'Agglomération Creil Sud Oise et la ville de Saint-Maximin ont votés dans leurs conseils des motions de soutien pour la réouverture de la maternité. D'autres suivront. Nous avons besoin du soutien de TOUS !

Agissez pour la réouverture de la maternité de Creil : ajoutez votre signature aux presque 10 000 déjà récoltées

<https://www.mesopinions.com/petition/sante/exigeons-retour-maternite-creil-troisieme-grand/188010>

MARMANDE

[le reportage photo](#)

Réunion publique le 7 octobre avec Michèle Leflon

[-un-an-de-mobilisation-reunion-publique-le-7-octobre/](#)

NANTES

Un rassemblement de 200 personnes

à l'appel du syndicat CGT du CHU soutenu par l' Union Départementale 44 CGT , les Unions locales CGT de l'agglomération et le Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous s'est tenu devant l'entrée principale du CHU .

Olivier Terrien , secrétaire du syndicat CGT du CHU a illustré l'état de déliquescence de l'hôpital public: les fermetures de lits continuent , les arrêts de travail augmentent tout autant que les départs . En conséquence pour les usagers, les délais de consultation, d'hospitalisation, de rendez-vous pour imagerie, d'intervention s'allongent . La situation est particulièrement désastreuse en psychiatrie adulte et enfant (augmentation des suicides en hospitalisation et des agressions de personnel , hospitalisation d'adolescents en psychiatrie adulte), en gériatrie (maltraitance , en chirurgie cardiaque pédiatrique (passage de 3 mois à 8 mois de délai pour les

interventions pour malformations congénitales cardiaques) . La maternité du CHU refuse les nouvelles inscriptions orientant les femmes enceintes vers les cliniques privées et les dépassements d'honoraires !

Une délégation reçue à l'ARS

La directrice de l'antenne départementale et le directeur des relations humaines de l'ARS ont reçu et écouté pendant deux heures une délégation composée de représentants du personnel en psychiatrie et de bloc opératoire ainsi que d'un représentant du collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous. Ils ont reconnu , comme en juin, les insuffisances de moyens des hôpitaux publics de la Région et fait état du projet de création de 12 lits d'hospitalisation en pédopsychiatrie. La délégation a insisté sur l'urgence de redonner espoir au personnel en place par la titularisation immédiate de tous les personnels intérimaires, la revalorisation des salaires en rapport avec la qualification, la pénibilité et l'inflation ainsi que la mise en place d'un plan de formation pluriprofessionnel accompagné d'un plan de prérecrutement.

GUINGAMP

élu.e.s, syndicats et le comité de défense ensemble pour défendre l'hôpital
[l'article](#)

TOURS

250 à 400 personnes dans la rue à l'appel de la CGT, SUD, FO et du collectif NSED
37

[l'article](#)

DOLE

La semaine dernière, à Dole, comme dans de nombreux points du territoire, citoyen.nes, élu.e.s et personnels hospitaliers se sont rassemblés pour dénoncer la dégradation des conditions de prise en charge des patients et les conditions de travail qui génèrent de l'épuisement, une multiplication des arrêts de travail et des départs volontaires.

Il reste à amplifier, sous toutes les formes possibles, ces rassemblements pour obtenir de réelles avancées pour la santé et l'hôpital public. Chacune et chacun peut y contribuer.

[infos-flash67](#)

CRÉTEIL

Jean-Claude Chailley , membre du comité est intervenu à la tribune lors du rassemblement parisien devant la direction de l'AP-HP à l' Hôtel Dieu vendu pour réaliser une opération immobilière de grand standing.

IVRY

le comité était représenté par une dizaine de personnes au rassemblement parisien

[la vidéo](#)

RUFFEC

Petite mobilisation (un peu plus de 50 personnes) mais une bonne visibilité pour le public. 6 banderoles avec revendications adaptées au local ont été installées dès le matin sur la palissade qui fait face aux 2 entrées de l'hôpital. Toutes les personnes, que ce soit en voiture ou à pied, qui sont passées ont marqué un temps d'arrêt.

CH ARIÈGE COUSERANS

Dans le cadre d'une journée d'action du 22 septembre dernier, notre comité et les représentants syndicaux (CGT CHAC) ont organisé une réunion d'information à destination de la population pour faire le point sur l'offre de santé sur notre territoire. Parmi les personnes présentes ce soir-là, on comptait quelques élus locaux (maires et adjoints) ainsi que le sénateur et la présidente du conseil départemental de l'Ariège.

En amont, une manifestation organisée par la CGT rassemblait plus de 350 personnes venues exprimer leur soutien à l'hôpital.

[le reportage](#)

BAGNÈRE DE BIGORRE

300 personnes, salarié.e.s, citoyen.ne.s , élu.e.s manifestent

[l'article](#)

MONTARGIS

le Collectif de soutien du Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise réunit 70 personnes

70 personnes à la Maison des associations de Chalette-sur-Loing ont débattu avec Sylvie Dubois, membre du Groupe des élus communistes et républicains et vice-présidente de la Région Centre-Val de Loire, sur les questions de santé et de prévention.

Habitant·e·s, élu·e·s locaux, militant·e·s associatifs et syndicaux, professionnel·le·s de santé ont échangé sur la pénurie de médecins, sur les solutions permettant d'améliorer l'accès aux soins et sur l'accompagnement des personnes malades et vieillissantes.

Après avoir décrit les difficultés de nos hôpitaux et l'effondrement de notre système public de santé (60 hôpitaux publics ont mis la clef sous la porte en 2018, 4 200 lits ont été fermés en 2021), Sylvie Dubois a présenté le « Pacte santé » voté à la Région en février 2022, dont les ambitions sont clairement affichées : porter le nombre d'infirmières et infirmiers en soins généraux à 1 546 dès cette année, puis à 1 625 d'ici deux ans, atteindre l'objectif de former 1 500 professionnel·le·s de santé et 500 médecins libéraux, d'accompagner la création de 125 maisons pluridisciplinaires de santé et de 50 centres publics de santé.

La récente transformation du Centre hospitalier régional d'Orléans en Centre hospitalier universitaire est une première victoire qui doit servir ces objectifs. Mais faut-il encore préparer les conditions pour que ces étudiant·e·s puissent être accueilli·e·s, formé·e·s et accompagné·e·s dans leur projets d'installation. Sur les 105 étudiant·e·s qui ont fait leur rentrée en première année de médecine, 65 sont du Loiret. Les vocations existent !

Augmenter les quotas de formation, salarier les étudiant·e·s moyennant un engagement territorial de quelques années, renforcer les tutorats et l'appui des communautés médicales, créer des synergies auxquelles doivent être associés les représentants d'usagers et de patient·e·s, autant de pistes sur lesquelles nous devons travailler d'urgence.

Plusieurs participants ont témoigné des atteintes qu'ils subissaient face aux carences et dysfonctionnements d'une offre libérale de soins qui ne répond plus aux besoins de prise en charge de la population.

Le collectif a ainsi rappelé que seules les mobilisations des usagers, avec le soutien des élu·e·s et des personnels soignants, permettent d'inverser les rapports de force. Nous l'avons vu, par exemple, il y a quelques jours à l'hôpital d'Issoudun où le service de médecine physique et de réadaptation a fermé, soi-disant temporairement, avec pour conséquence le transfert d'une trentaine de patient·e·s.

Autres nouvelles

LOUDUN MONTMORILLON

encore des fermetures de services d'urgence

[l'article](#)

MANTES LA JOLIE

la direction veut remplacer les infirmières spécialisées par des aide-soignantes: les IBODE disent NON !

[l'article](#)

TOURS

200 personnes ont participé à la manifestation à l'appel du réseau féministe 37 et de NSED37

[le compte-rendu](#)

ACCDM LOT

Déserts médicaux, l' ACCDM 46 écrit aux élus du Lot

[la lettre](#)

NANTES

un documentaire sur l'hôpital psychiatrique de Saint Alban

LES HEURES HEUREUSES de Martine Deyres

projection-débat le 5 octobre à 20h30 au Cinématographe

en présence de la réalisatrice

[l'annonce](#)

Dossiers

FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

les mensonges de M. Attal dénoncés par Jean-Claude Chailley

devant la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale

Après s'être épanché sur sa confiance dans toutes les catégories de personnels de santé et du médico-social, il déclare :

« L'ONDAM progressera au niveau **historique** de **3,7 %** hors Covid, **50 % plus vite** qu'au cours de la décennie 2010, c'est le signe qu'après le Ségur de la santé nous poursuivons l'effort financier au profit de la santé, secteur prioritaire pour les français, donc pour le gouvernement. Pour **L'ONDAM** hospitalier le taux d'évolution est de **4,1 %**, **2 fois plus qu'au cours de la décennie 2010 où il était de 2 % en moyenne** »

L'ONDAM est effectivement de 3,7 %, mais l'inflation prévue est de 4,3 %

Un ONDAM au-dessous de l'inflation c'est effectivement « historique ». Dans la décennie 2010 l'ONDAM était certes insuffisant – cf l'état de délabrement de notre système de santé – mais comme il y avait peu d'inflation, il était au-dessus de l'inflation.

M Attal se présente comme ministre des comptes **publics**, » **donc des comptes sociaux** ».

Les **cotisations sociales** qui financent encore en bonne partie la protection sociale, **CE N'EST PAS DE L'ARGENT PUBLIC** », mais de **l'argent qui appartient aux salarié-e-s, les cotisations déduites de leur salaire.**

M Attal se les approprie dans le cadre de l'étatisation – destruction de la Sécurité sociale qui se poursuit année après année

D'ailleurs pour M Macron la réforme des retraites est supposée financer l'école, l'écologie, et la santé. Pour lui la Sécu, les régimes de retraite, ça n'existe déjà plus : il entend prendre ce qu'il estime avoir besoin dans les caisses

Il va falloir lui réexpliquer !

LA CRISE À L' HÔPITAL PUBLIC

interview de Christophe Prudhomme

[l'émission](#)

pétition pour les praticiens hospitaliers à diplôme étranger
[la pétition](#)

PSYCHIATRIE

Soins psychiques en voie d'exécution

[communiqué de l' Union Syndicale de la Psychiatrie](#)

"Non à la destruction des CMPP"

agissez en joignant votre signature !

[la pétition](#)

LA CONVERGENCE DES SERVICES PUBLICS

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE VIGILANCE 70 - Lure le 01/10/2022

LA FIN DU TIMBRE ROUGE :

encore un mauvais coup porté au service public postal

Cet été, La Poste a annoncé qu'au **1er janvier 2023**, l'ensemble de ses services de base va être revu. Il s'agit d'une refonte profonde de la gamme des envois de courrier qui vise à **supprimer le courrier prioritaire en J+1**, l'emblématique Timbre Rouge, et de faire passer le reste de la gamme, lettre verte, recommandée, etc. en distribution à J+3.

Le timbre rouge devrait céder la place à une nouvelle formule hybride, baptisée "e-Lettre rouge", dématérialisée, pour l'expédition des envois urgents.

Cette décision, prise sans aucune concertation, risque de porter un coup très dur au service public, à la proximité, au lien social, à l'égalité de traitement, aux emplois.

La Poste projette ainsi de faire des économies, aspect qu'elle privilégie au détriment des usagers - en particulier celles et ceux qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies - et de ses personnels.

La présence postale quotidienne sera de fait gravement remise en cause. En effet si La Poste dit maintenir la distribution 6 jours sur 7, dans la réalité les tournées seront faites par alternance sur le terrain.

Des suppressions massives d'emplois à la distribution postale sont à craindre.

C'est pourquoi le CV70 apportera un soutien inconditionnel aux mobilisations contre la décision de La Poste de dégrader encore plus la qualité du service rendu au public, dans le seul but de faire des profits.

Le CV70 demande que les choix de l'opérateur soient discutés par toutes les parties prenantes : citoyen.ne.s, organisations syndicales, élu.e.s, associations...

Entre autres mobilisations, signez la pétition lancée par SUD PTT:

on se bouge pour le timbre rouge <https://chng.it/kd7kT9tNHT>

Il est évident que le service public postal sera un des axes forts de nos Rencontres Nationales à Lure des 12-14 mai 2023.

140 Organisations nationales et régionales sont déjà parties prenantes

INTERNATIONAL

SALUT À Assemblea General Marea Blanca de Catalunya

LA VIDEO

Culture et santé :

à la folie , passionnément , un peu plus de 4 minutes de pur délire !

la vidéo

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landas@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87